

--

---

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey  
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>  
sous-domaine  
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

**Bonjour.**

Quelques mots !

Débats, blablas stériles, communication vache et simulacre d'intérêt : tout sonne faux (ou presque) dans ce gouvernement de la France actuellement. Il tourne en rond sans véritable prise sur les évènements, on dirait qu'il n'a d'autre programme que gagner du temps pour durer... Y a t-il encore assez de gogos en France pour se laisser abuser par leur esprit de responsabilité ? Je ne sais pas si je dois en douter...

Et il y en a d'autres de dirigeants à travers ce monde, si petit et si vaste à la fois, qui sont plus coincés, ils misent en guerre en s'inspirant (peut-être) de ceux qui la font vraiment pour se maintenir au Pouvoir... Quelle triste humanité, n'est-ce pas ?!  
:-((

Alors gardons notre intégrité à défaut de croire en mieux pour demain, soyons réalistes... Comme nous enseigne, la **Nature et ses Forces** qui ont toujours le dernier mot : rien ne dure et tout se transforme, la vie peut être très courte ; et le sachant ; profitons en du mieux qu'on peut.

Bonne lecture !

@+

JJPR

---

## **Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications**

**littéraires 2023 par :**

[jj-pat-rey.com/JJ-REY\\_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html](http://jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html)

### **Sommaire :**

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :

[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html)

et pour toutes les années (de 2004 à 2024) par :

[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html)

(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

#### **- PEUR DU RUSSE ET DÉFAUT D'ASSURANCE**

*par Jean-Jacques REY*

#### **- JOUR 110 DU GÉNOCIDE À GAZA : RÉALITÉ ET RÉFLEXIONS**

*par Mazin QUMSIYEH*

#### **- PALESTINE : PAS DE PAIX SANS JUSTICE, PAS DE JUSTICE SANS DÉCOLONISATION**

*par ATTAC France*

#### **- UNION EUROPÉENNE : L'OUBLI DU SUD**

*par André BELLON*

#### **- MACRON, DISRUPTEUR EN CHEF RADICALISÉ**

*par Dominique G BOULLIER*

---

## **PEUR DU RUSSE ET DÉFAUT D'ASSURANCE**

Les Européens devraient cesser d'avoir trop peur et par conséquent de devenir trop agressifs ou paranoïaques... La Russie (seule) n'a pas les moyens de s'attaquer à l'Europe par des moyens conventionnels, que les Américains soient en renfort ou pas. D'ailleurs il va bien falloir (ré)apprendre à se débrouiller tout seul, nous autres Européens qui passons notre temps à nous chamailler et ramenons tout à des considérations économiques, englués par nos traités et pétris dans nos assurances de

nantis. Les trois quarts du monde maintenant, goguenards voire hostiles, attendent de nous voir tomber de notre piédestal et notre « supériorité », civilisationnelle ou pas, n'a fait qu'accroître ce sentiment, nonobstant les « erreurs » de nos ancêtres...

Soulignons que la Russie est déjà le plus grand pays du monde et qu'elle a du mal à occuper tout son espace disponible avec une population vieillissante. L'affaire (et le sort) de l'Ukraine, objet de bien des litiges (et convoitises), remonte à loin dans le temps et ce conflit était prévisible, sans parler des provocations de l'OTAN sous la houlette des USA : ceux-là qui ont bien « cocufié » l'Europe à commencer par les Allemands, avec des intérêts cachés ou manifestes de puissance impérialiste qui supporte mal la concurrence et veut perpétuer à tout prix son hégémonie : le « **Projet pour un Nouveau Siècle Américain** », n'est-ce pas ! [\\*\(Voir notes plus bas à ce sujet\)](#) Et avec ça, « on » : (d'abord les stratèges étasuniens) sème la zizanie partout et on enchaîne les catastrophes, quitte à subir de sérieux revers (style la récente débandade en Afghanistan)...

Inférons et généralisons : ou on arrête d'accabler le monde avec **des politiques néolibérales que la ploutocratie voudrait imposer universellement** ; car elles sont destructives d'équilibres et d'harmonie et pourtant se voudraient vertueuses et profitables à tous ; ou on aura que des guerres à répétition et des catastrophes environnementales, etc. En trame de fond dans sa globalité, c'est le pourquoi de la remise en cause de l'hégémonie occidentale : finies, la part du lion et l'exploitation gratuite...

Insistons là-dessus, « on » : (davantage certains experts proclamés) surestiment largement la menace que représente la Russie pour le dit Occident, et c'est surtout le fait de gens impressionnables ou calculateurs (et pas dans un sens démocratique). Je ne pense pas que la Russie ait une envie particulière de se frotter à l'OTAN ni qu'elle en ait les moyens réels, les États-Unis dans le coup ou pas. Quant à l'éventualité d'une utilisation d'armement nucléaire, on passerait alors à une dimension autre qui serait un suicide généralisé, pouvant mener à l'extinction complète de l'espèce humaine. Et Poutine est quand même plus rationnel que Hitler, quoiqu'en pensent, la volaille dans la technocratie de nos gouvernements actuels et par ricochet chez les « gobe-tout » de la conformité.

Mais voilà ce qui résulte de ne pas se sentir à la hauteur, en conséquence des politiques néolibérales, européennes, qui ont poussé à négliger les budgets de la Défense... Il s'agissait alors de donner la priorité à l'économie et instaurer le carcan de la rigueur budgétaire (à la sauce allemande), oui, d'accord ! Et maintenant les responsables d'aujourd'hui, embarrassés par ces choix dogmatiques, veulent rectifier le tir : ah ! Bon ? Il serait temps, **merci l'Ukraine qui sert de chair à canon pour défendre les**

**marches de l'Europe !** Dans le fond, **Trump** n'a pas vraiment tort à ce sujet. **C'est bien commode de se reposer sur les autres pour assurer sa propre défense, en réalisant d'autant mieux des performances commerciales et maximiser les profits, au détriment des dépenses sociales...**

D'abord si l'OTAN, dans sa volonté d'expansion, n'avait pas été asticoter « l'Ours russe », on n'en serait pas là, à crier comme des pintades dans les cours européennes. Les militaires, dans leur grande majorité et tout pays, ne doivent pas penser très différemment. Les orientations européennes de ces dernières décennies, poussées par des charlots et camelots, nous laissent penauds et plutôt bas sur pattes, dirai-je. Vous me direz qu'il y en a qui ont l'habitude de s'étaler dans les hautes sphères et qui se prennent pour des génies en plus ! Ah ! Merci, les institutions protectrices : faudrait pas que nous revenions aux temps anciens qui nous ont vu changer de régime en France. J'aimerais voir leur tête à nos aïeux, s'ils voyaient la décomposition qui nous régit maintenant... Ils auraient vite fait de reprendre La Bastille !

L'autorité, cela se respecte quand elle est compétente et efficace, juste et équitable. On ne peut pas dire que cela soit le cas pour celles de la plupart des gouvernants actuels en Europe.

Voilà dit pour nous autres « d'en bas » qui payons toujours les pots cassés sans commune mesure avec nos fautes. Retenons que le néolibéralisme porte à l'erreur, il nuit aux intérêts de l'État et de manière recherchée. Il faudra en tirer les conséquences et établir les responsabilités, en France entre autres, un jour qui ne devra pas tarder...

**Jean-Jacques REY**

[jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html](http://jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html)

### Notes :

**- Le Project for the New American Century, ou PNAC (« Projet pour le nouveau siècle américain »)**

[fr.wikipedia.org/wiki/Project\\_for\\_the\\_New\\_American\\_Century](http://fr.wikipedia.org/wiki/Project_for_the_New_American_Century)

*"L'objectif affiché du PNAC est de promouvoir le leadership mondial des États-Unis.*

*Le PNAC pose en principe fondamental la considération selon laquelle le « leadership américain est à la fois bon pour l'Amérique et bon pour le monde » et apporte son soutien pour une « politique réaganienne de puissance militaire et de clarté morale ». Cette organisation a exercé une forte influence sur les hauts fonctionnaires du gouvernement des États-Unis durant les mandats du président américain George W. Bush et a eu une incidence très importante sur le*

*développement militaire et la politique des affaires étrangères, particulièrement en ce qui concerne la sécurité nationale et la guerre en Irak."*

Pour consultation approfondie, voir un dossier fouillé en format PDF ici (entre autres) :

**- Un Rapport du "Project for the New American Century" ["Programme pour le Nouveau Siècle Américain"] Septembre 2000**

Reconstruire la Défense des USA: Stratégie, Forces et Ressources pour un Nouveau Siècle

[questionscritiques.free.fr/empire\\_americaain/PNAC.pdf](http://questionscritiques.free.fr/empire_americaain/PNAC.pdf)

*"Etabli au printemps 1997, le "Project for the New American Century" est une organisation éducative, à but non-lucratif dont l'objet est de promouvoir le leadership américain dans le monde. Ce programme est une initiative du Project for a New Citizenship [Programme pour une Nouvelle Citoyenneté]. William Kristol en est le président et Robert Kagan, Devon Gaffney Cross, Bruce P. Jackson et John R. Bolton en sont les directeurs. Gary Schmitt est le directeur général du Programme."*

*"Alors que le 20ème siècle s'achève, les Etats-Unis sont la première puissance dominante du monde. Après avoir conduit l'Occident à la victoire dans la Guerre Froide, l'Amérique se retrouve face à une opportunité et à un défi : Les Etats-Unis ont-ils la vision pour poursuivre leur construction sur l'accomplissement des décennies passées ? Les Etats-Unis disposent-ils de la solution pour façonner un nouveau siècle favorable aux principes et aux intérêts américains ?*

*"[Ce dont nous avons besoin est d'] une armée forte et prête à relever les défis présents et futurs ; une politique étrangère qui assure avec hardiesse et de façon résolue la promotion des principes américains à l'étranger ; et un leadership national qui accepte les responsabilités mondiales des Etats-Unis. Bien sûr, l'Amérique doit se montrer prudente dans la manière dont elle exerce sa puissance. Mais nous ne pouvons éviter sans dommage les responsabilités d'un leadership mondial et les coûts associés liés à cet exercice. L'Amérique a un rôle vital à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Si nous fuyons nos responsabilités, alors, ce sera une invitation pour ceux qui voudraient défier nos intérêts fondamentaux. L'histoire du 20ème siècle devrait nous avoir appris qu'il est important de façonner les circonstances avant que les crises n'émergent et qu'il est important de répondre aux menaces avant qu'elles ne deviennent terribles. L'histoire de ce siècle passé devrait nous avoir enseignés à embrasser la cause du leadership américain." .../...*

\*\*\*\*\*

**- En neuf articles -**

**Aspects sociaux et techniques du contrôle et surveillance généralisée**

---

## **Dossier : « plateformes, surveillance et postpolitique dans la cybersociété »**

**Géopolitique de l'intelligence artificielle**

**Le capitalisme de surveillance, démocraties algorithmiques et un horizon d'États techno-colonisés**

par Enzo Girardi. Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi. Paris, le 11 mars 2018.

[elcorreo.eu.org/Geopolitique-de-l-intelligence-artificielleLe-capitalisme-de-surveillance-democraties-algorithmiques-et-un-horizon-d-Etats-techno-colonises](http://elcorreo.eu.org/Geopolitique-de-l-intelligence-artificielleLe-capitalisme-de-surveillance-democraties-algorithmiques-et-un-horizon-d-Etats-techno-colonises)

[Enzo Girardi est directeur de la Maîtrise en Études Latinoaméricaines (CEL-UNSAM). Docteur en Relations internationales, Globalisation et Union Européenne (UE) et a un Diplôme d'Études Avancées (DEA) par la faculté de Sciences politiques, l'Université Complutense de Madrid (2002, un Master en Relations internationales et Communication, de la Faculté de Sciences de l'information, Université Complutense de Madrid (1998-2000).]

*« Les macro-données rendent la pensée superflue parce que si tout est nombrable, tout est égal... Nous sommes en plein "dataïsme" : l'homme n'est déjà plus souverain de lui même mais le résultat d'une opération algorithmique qui le domine sans qu'il le perçoive. »*

Byung-Chul Han

### **Introduction**

Les développements de l'intelligence artificielle (IA) sont appelés à provoquer des changements profonds sur la vie quotidienne des personnes. A la maison, au travail, dans les finances, dans les moments de loisir. Telle qu'annoncée, rien ne restera en dehors de son impact irrésistible. Ce sont des **outils qui gèrent l'information à travers des algorithmes dans des quantités et à une vitesse qui dépasse la capacité du cerveau humain**. Et qui représentent le chaînon le plus récent de la matrice techno-hégémonique qui articule l'ordre systémique mondial émergent. Cette matrice se nourrit des technologies de l'information et de la communication (Tics) qui ont converti l'information en un facteur de production essentiel et dont l'application, massive et intensive, va habilitier un scénario géopolitique inédit, signé par la bataille pour l'obtention, la manipulation et l'utilisation de grands volumes de données (Big Data). Ce

processus de changement technologique crée un nouveau paradigme. Une phrase à l'usage des experts décrit cette nouvelle réalité : « *Le Big Data sera le pétrole du XXIe Siècle* ». **La matière essentielle d'un nouveau type de capitalisme dans le cadre du processus décrit comme « révolution informationnelle »**. La vitesse, l'étendue et l'intensité qui montre la dynamique en vigueur de l'innovation technologique modifie la nature et les schémas de distribution du pouvoir. Ce processus de masse de digitalisation de l'information sur les personnes s'est transformé en construction d'une « infosphère », imposante caisse de résonance qui mélange et reconfigure constamment les idées, les émotions et les impulsions émises par un nombre infini d'utilisateurs dans le réseau. Il s'agit d'un processus qui, ordonné et manipulé en fonction d'une subjectivité dominante, peut avoir une influence décisive sur les individus et les organisations.

Les outils digitaux facilitent la recompilation, l'administration et la vente de bases de données. Ces derniers, en eux et par eux mêmes, ont peu d'importance, mais acquièrent une signification quand ils sont organisés ou systématisés en fonction d'un sens ; le processus qui les transforme en information. Tout est enregistré et tout est emmagasiné. **Leur manipulation met en marche une logique d'accumulation qui a comme finalité la prédiction du comportement humain pour maximiser les gains et pour perfectionner la pénétration et le contrôle des marchés.** L'information sur et depuis les personnes se transforment en facteur de production stratégique pour la création de richesse et de pouvoir.

L'universitaire Shoshana Zubbof décrit ce paradigme émergent comme le « **Capitalisme de surveillance** » et soutient que la technologie de pouvoir qui dérive de cette nouvelle logique d'accumulation accorde la priorité, sur la propriété des moyens de production, à celle des moyens de manipulation du comportement. Les TICs automatisent les opérations que l'être humain mène mais elles peuvent, simultanément générer aussi des nouvelles informations. Cette information, mesurée par des algorithmes, rend visibles des objets et les processus qui restaient opaques, et fait office de facteur constitutif d'une logique d'accumulation qui produit ses propres relations sociales. Le « capitalisme de surveillance » établit une nouvelle frontière de business et ouvre les portes à un nouvel univers d'opportunités de monétisation, après avoir créé des possibilités pour opérer et modifier un comportement à des fins de profit. Pourquoi « de surveillance » ? Parce que **l'accès à l'intimité des personnes à travers l'extraction de leur information privée et la possibilité de la manipuler pour influencer sur leur comportement, ouvre les portes à de nouvelles formes, tant intrusives et sophistiquées, de régulation sociale :**

*« Le Capitalisme de surveillance évoque un pouvoir profondément antidémocratique. L'assaut sur les données concernant le*

*comportement quotidien des personnes est d'une telle magnitude, que les doutes ne peuvent déjà plus se limiter au concept de vie privée et à leurs effets. Maintenant, nous sommes devant d'autres types de défis, qui menacent les bases mêmes de l'ordre libéral-moderne. Ce sont des défis qui impactent l'intégrité politique des sociétés et l'avenir de la démocratie.*

».

### **L'impérialisme infrastructurel**

L'IA est en train de changer l'échelle du modèle de business sur laquelle se base cette étape du développement du capitalisme de surveillance. Poussé par des entreprises privées et concentré entre quelques rares acteurs : « Il y a sept entreprises étasuniennes et chinoises - *Google, Facebook, Microsoft, Amazon, Baidu, Alibaba et Tencent* - qui utilisent l'intelligence artificielle de façon exhaustive et étendent leurs opérations à d'autres pays, dont elles s'emparent clairement des marchés. Il semble que les fournisseurs des Etats-Unis domineront les marchés développés et quelques marchés en développement, tandis que les entreprises chinoises auront la majorité des marchés en développement ».

Le poids stratégique croissant des groupes du « capitalisme de surveillance » émergent a trouvé un allié clef dans l'État. Celui-ci s'est ouvert à l'usage des TICs à la recherche d'une plus grande efficacité et transparence (l'État est encore le plus grand détenteur de données d'identité, fiscales, patronymiques et dactyloscopiques), à travers un nouveau modèle de gestion, « *new public management* » qui facilite l'intégration de grands fournisseurs de solutions d'IA dans les zones clefs du secteur public (par exemple, la sécurité). Ce procédé, bien qu'il puisse rendre plus efficient et productif son fonctionnement, facilite un processus de colonisation par des acteurs privés dans des domaines qui relèvent de lui. Le secteur technologique a atteint un niveau d'influence systémique. Ce sont des géants ambitieux et novateurs qui assument des rôles quasi gouvernementaux et qui jouent le rôle principal dans un processus accéléré et très efficace d'accumulation du pouvoir politique, économique, culturel et logistique. Les entreprises peuvent croiser des millions de données et établir tendances et des prévisions ; en pouvant prévoir des comportements statistiquement probables. Au fur et à mesure que l'information coule, ils peuvent obtenir une connaissance extrêmement détaillée des utilisateurs, de leurs états d'âme face à la consommation et à leurs interactions. .../...

---

**« La France est l'un des pays les plus envoûtés par le mysticisme technosécuritaire »**

Entretien avec Olivier Tesquet. Propos recueillis par Jonas Schnyder.  
Paru dans *CQFD* n°222 (juillet 2023). Mis en ligne le 07.07.2023

[cqfd-journal.org/La-France-est-l-un-des-pays-les](http://cqfd-journal.org/La-France-est-l-un-des-pays-les)

[Olivier Tesquet : Journaliste en charge des questions numériques et des libertés publiques chez *Télérama* (plateformes, renseignement, surveillance, terrorisme, cybertrucs, etc.) Depuis dix ans, il s'intéresse à la façon dont le numérique, et plus particulièrement la surveillance, recompose notre environnement .../...]

**Activation des objets connectés à distance, surveillance des journalistes, expérimentation de la reconnaissance faciale...** Depuis quelques mois, les projets de lois liberticides se multiplient. Et même si tous n'aboutissent pas, le discours technosécuritaire est de plus en plus hégémonique.

Début juin, le Sénat adoptait l'article 3 de la loi Justice, qui prévoit la possibilité d'activer à distance des objets connectés (téléphone, ordinateur...) pour récupérer des informations dans le cadre d'enquêtes. Dans la foulée, il tentait de repêcher des dispositions sécuritaires écartées de la loi JO 20242 en validant, le 12 juin, l'expérimentation sur trois ans de la reconnaissance faciale en temps réel dans l'espace public. Au niveau européen, le *Media Freedom Act*, officiellement en faveur de la liberté de la presse, permettra de piéger les téléphones des journalistes au moyen de logiciels espions afin de les surveiller. On fait le point avec Olivier Tesquet, journaliste à *Télérama* spécialisé dans les technologies numériques et la surveillance, auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet.

On pensait avoir échappé à la reconnaissance faciale, écartée de la loi JO 2024. Elle revient par une autre porte ?

« Dans le cadre de la loi JO 2024, la ligne rouge concernant la reconnaissance faciale s'était révélée plus difficile à franchir que prévu pour le gouvernement. En adoptant cette proposition de loi visant à créer un cadre d'expérimentation pour la reconnaissance faciale, le Sénat prépare le terrain en fabriquant de l'acceptabilité. Et même si cette proposition de loi a peu de chance d'être votée par l'Assemblée, c'est un calcul stratégique : on banalise les discours, les arguments et les technologies en question, on fabrique du consentement et l'on prépare les esprits au déploiement de ces technologies comme s'il était inéluctable.

C'était la même histoire avec l'usage des drones dans le cadre du maintien de l'ordre. L'ancien préfet de police **Didier Lallement** les utilisait sur le terrain, le Conseil d'État a d'abord dit "*non*", suivi par le Conseil constitutionnel qui a censuré ces dispositions dans la loi Sécurité globale. Mais ils ont finalement réussi à en légaliser l'usage par le biais d'un autre

véhicule législatif, la loi sur la responsabilité pénale. Il y a un “*effet cliquet*” : quand les technologies sont sorties de la boîte, c’est extrêmement difficile de les y remettre. »

Les arguments semblent toujours les mêmes : la lutte antiterroriste, et la nécessité d’encadrer des technologies « *déjà-là* ».

« Ce sont deux éléments assez stables de l’**obsession technosécuritaire** : la légalisation a posteriori, où on légifère à l’envers afin d’autoriser des technologies déjà en usage ; et la lutte contre le terrorisme. Ce sont deux arguments-massues auxquels il est très difficile de s’opposer, et qui sont utilisés quasi systématiquement lorsqu’il s’agit du déploiement de technologies sécuritaires, alors même que rien ne prouve qu’elles soient efficaces par rapport à leurs objectifs.

Ce qui est encore plus curieux, c’est que moins une technologie fonctionne, plus on va tenter de la perfectionner et plus on va la déployer dans des versions encore plus intrusives : on impose la vidéosurveillance partout et, face aux doutes et critiques, on passe à la vidéosurveillance algorithmique puis à la reconnaissance faciale, sans savoir si elles sont efficaces. On est sortis du domaine de la rationalité scientifique pour rentrer dans celui de l’irrationalité quasi religieuse. »

### **À qui profite cette croyance dans le pouvoir magique de la technologie ?**

« Elle profite évidemment aux industriels qui fabriquent ces technologies, qui en tirent d’importants bénéfices. Ensuite, pour les politiques, le discours sécuritaire est devenu un rituel d’accession au pouvoir, un élément stable de leurs programmes, car c’est un discours rémunérateur. L’actuel maire de Nice, **Christian Estrosi**, en est un exemple chimiquement pur : il a fait campagne sur la sécurité, a fait de Nice, une ville pionnière dans la vidéosurveillance, et entretient ce discours comme une forme de rente lui garantissant une longévité politique. C’est le genre de programme qui permet de prétendre agir, avec des installations visibles et valorisables, et qu’importe si la technologie n’a pas fait la preuve de son efficacité, voire a fait la démonstration de son inefficacité. »

Dans l’émission *Ce soir* à laquelle tu as participé, la spécialiste des enjeux géopolitiques des technologies, Asma Mallah, expliquait qu’on est passé d’un droit à la sûreté à un droit à la sécurité. .../...

---

## **IOL : un radeau nommé Confiance**

le mardi 14 juin 2016 à 17h 01 par Rédaction

[reflets.info/articles/iol-un-radeau-nomme-confiance](http://reflets.info/articles/iol-un-radeau-nomme-confiance)

Évoquer un programme visiblement secret-défense portant sur des outils de surveillance du trafic Internet n'est pas chose aisée. Notre premier article était trop technique pour les uns, pas assez détaillé pour les autres, inintéressant pour la majorité de la presse qui a ignoré superbement nos révélations, il nous fallait revenir sur le sujet.

Tout d'abord les mots. De quel type de surveillance parle-t-on ? Massif, pas massif ? .../...

En France, il existe deux principaux régimes d'interception. Celui, d'abord, concernant les écoutes réalisées pour la surveillance dite « internationale », notamment par la **DGSE** sur les câbles sous-marins qui relient les côtes françaises à d'autres pays, voire à d'autres continents. Les communications par satellite sont en effet extrêmement minoritaires, 99 % des communications transcontinentales voyagent aujourd'hui au milieu des poissons. Pour ces écoutes de surveillance internationale, c'est quasiment open-bar. D'autres pays ont mis en place ce genre de choses, par exemple le programme « *Upstream Collection* » de la NSA américaine, ou « *TEMPORA* » du GCHQ britannique. Ce n'est pas de ce type d'interceptions dont nous parlerons ici.

Les interceptions qui visent les citoyens sur le sol français sont en pratique plus encadrées, et de deux types : judiciaires et administratives. Les premières sont réalisées sous le contrôle d'un juge. Tout est transparent et se retrouvera dans le dossier d'instruction, consultable par les parties. Illustration : un certain **Paul Bismuth**. Les secondes, également appelées « *interceptions de sécurité* », sont bien plus opaques. Elles sont autorisées par le Premier ministre et émanent généralement d'un service de renseignement. Les demandes sont transmises au **GIC**, le *Groupement Interministériel de Contrôle*, qui en assure l'exécution. **Il peut exister une interception administrative vous concernant sans que vous ayez le moyen de le savoir.** Tout ce qui a trait à cette écoute est classé secret-défense. Dans les deux cas, sur le papier, les interceptions concernent une personne. Pas une ville ou un quartier. .../...

Aux États-Unis, les révélations **Snowden** l'ont montré, la philosophie est différente. La NSA ne jure que par le "*collect it all*". On prend tout ce que l'on peut, avec les limites techniques et de stockage et l'on fait le tri après. En France, ce serait plutôt, on prend tout ce que l'on peut dans les limites de la Loi. Et ces limites sont nombreuses : la procédure judiciaire et ses restrictions pour protéger les parties d'un délire intrusif, par exemple. Pas de massif donc. En tout cas pas sur le territoire.

Oui, mais... C'est quoi exactement du massif ? Pour *Reflets*, on entre dans du massif lorsque l'on dépasse les limites habituelles. Prenons une

interception visant un parrain de la drogue. Un juge décide d'autoriser une interception concernant un individu. Les interceptions ou l'enquête mettent en lumière des liens étroits avec d'autres dealers de gros calibre.

Imaginons qu'ils fassent également l'objet d'une interception. In fine, on aboutit, disons, à 20 interceptions ? Au delà, on entre dans du massif. Autre approche, quand on commence à rechercher une information pouvant incriminer une personne dans une masse de données récoltées au hasard, on entre dans du massif. **Il y a une grosse différence entre suspecter quelqu'un de contrevenir à la Loi et déclencher une interception et ramasser à l'aveugle des données pour ensuite rechercher des comportements contraires à la loi.**

Conclusion ? Si l'on décide d'intercepter, par exemple, tout le trafic Internet d'un quartier, d'une ville, même de 1000 habitants, d'un immeuble, c'est du massif. Si l'on cherche à capter tout le trafic concernant un protocole en particulier pour repérer dans la masse celui qui concerne M. Tartampion, c'est du massif. Ce massif, est très différent du systématique à l'américaine. Il est bien moins volumineux. Mais il est plus volumineux que la pêche au harpon. C'est de la petite grenade. Du genre qui fait plus de dégâts que le harpon. Des dégâts à la Démocratie.

### **Cogito ergo sum**

On entre dans la zone philosophie/psychologie de comptoir. Après les mots, les concepts. Dans quel esprit dérangé naît l'envie de mettre sur écoute des pans entiers de la population ? On pourrait au surcroît

**s'interroger sur le principe même de l'interception des**

**communications privées.** Dans vie privée, il y a le mot "privé". Si la grande majorité de la population d'un pays respecte le contrat social qui l'unit, il est impossible de viser une population qui suivrait scrupuleusement toutes les règles qui lui sont imposées. Une soupape de sécurité est essentielle. Sans quoi, c'est généralement le craquage assuré en fin de course. Doit-on forcément punir, réprimer tout écart ? Les plus vertueux, sur le papier, les députés eux-mêmes, les membres du gouvernement ont droit à leur vie privée, car il est possible, si, si, de trouver chez eux des tendances sexuelles un peu particulières sur les sites des sex-shops. Ne parlons pas des comptes cachés dans des paradis fiscaux...

Qu'on me donne six lignes écrites de la main du plus honnête homme, j'y trouverai de quoi le faire pendre, disait le Cardinal Richelieu...

Dans le cas d'interceptions massives, où l'on recherche dans une masse de données des comportements "déviant", ce n'est pas six lignes dont disposeraient les "autorités", mais des milliards.

### **What could go wrong ?**

Pour ce qui est des mots et des concepts, nous pouvons dire que **IOL**, sur le papier, peut faire du massif, pas du systématique, mais que la Loi, les problématiques techniques et les pratiques françaises auraient poussé les

autorités à faire du ciblé. Reste que l'infrastructure installée permet de faire du massif et que la seule chose qui nous sépare de cet usage, c'est la volonté politique de ne pas le faire. En outre, l'une des personnes ayant évoqué avec nous le projet IOL dans le cadre de notre enquête a été très claire : la collecte massive de métadonnées a été testée. Impossible toutefois d'obtenir des détails sur ce qui a été collecté, pendant combien temps et pour quoi faire.

.../... Reste la question du futur. Vers quoi vont évoluer les systèmes d'interception. Si l'on se réfère à la tendance politique depuis le 11 septembre, à l'évolution des technologies, à la baisse du coût du stockage, on peut raisonnablement anticiper le renforcement des structures existantes, un durcissement de la tendance "*collect it all*" et une évolution vers du systématique dans tous les pays disposant des capacités. Le vote comme un seul homme (ou presque) par les représentants du peuple députés et sénateurs de la Loi sur le Renseignement, milite en ce sens. En outre, il est légitime de s'interroger sur la politique budgétaire des gouvernements successifs dans ce domaine. Les impôts des citoyens sont ils bien employés lorsqu'ils sont dépensés pour intercepter les communications privées... des mêmes citoyens ? .../...

---

## **Les moteurs de recherche et le contrôle d'Internet**

mardi 13 février 2024, par Do

[mai68.org/spip2/spip.php?article17575](http://mai68.org/spip2/spip.php?article17575)

Comme diverses personnes ont posté sur mon site des articles et commentaires qui parlent de la fin d'Internet et des moteurs de recherche, je vais donner mon point de vue. Après tout, mon site à 25 ans, et je crois pouvoir dire que je sais un peu de quoi je parle.

Avant *Google*, il y avait plein de petits moteurs de recherche qui donnaient des résultats partiels et différents. Du coup, des profiteurs ont fabriqué un moteur de recherche spécial et payant, qu'on installait sur l'ordinateur comme une application, et qui donnait simultanément les résultats de presque tous les autres moteurs de recherche. Il y en avait quelques-uns de ce genre.

C'était bien, mais on n'avait pas envie de payer, donc ces moteurs de recherches ont été très vite craqués. Et à peu près tout le monde les utilisait "gratuitement". C'est alors que sont apparus *Google* et *Yahoo* qui obtenaient le même résultat aussi puissant que les moteurs payants. Mais ils étaient "gratuits", et nul besoin d'installer une application spéciale sur l'ordi. Un simple navigateur faisait l'affaire.

.../... Maintenant, dans *Google*, même si on met le nom complet de mon site, « *VIVE LA RÉVOLUTION* », on a le plus grand mal à le trouver ; alors qu'au début le simple mot clef "révolution" me classait sur la première page, à la première ligne ! Je viens d'essayer avec *Duckduckgo* et avec *Qwant*. Avec "révolution", on ne me trouve pas. Par contre, avec "vive la révolution", même sans les guillemets, on me trouve sur la première page dans les deux cas. Sur à la troisième ligne sur *Duckduckgo* et carrément à la deuxième ligne avec *Qwant*.

.../...

Que s'est-il passé avec *Google* ? Cette entreprise, au départ rémunérée par la publicité, puis par des clients qui voulaient figurer en tête, a-t-elle attiré le monde en faisant semblant d'être honnête ? Puis, une fois ce travail accompli, une fois que tout un chacun allait sur *Google*, a-t-elle pu utiliser ce formidable outil qu'est un moteur de recherche pour modeler la pensée collective ? Ou bien, l'entreprise a-t-elle tout simplement été achetée par la **CIA** ? Probablement les deux.

J'ai raconté un historique de mon aventure avec *Google*. Maintenant, je vais raconter un autre historique. Celui de l'efficacité d'Internet pour la subversion. .../...

Et encore en 2009, Internet avait gardé toute sa capacité subversive. En effet, cette année-là, le Pouvoir avait prévu de nous faire un coup exactement comme avec le covid ; mais, à l'époque, le microbe ne s'appelait pas **SARS-CoV-2**, il s'appelait **grippe A H1N1**. Grâce à Internet, des activistes dont je faisais évidemment partie, avaient pu empêcher l'effolement général et quasiment personne ne s'était vacciné. Et, bien sûr, il n'y avait eu aucune catastrophe... contrairement à ce qu'avait "prévu" le Pouvoir.

.../...

**Malheureusement, en 2020, pour le spectacle du covid, le Pouvoir contrôlait déjà suffisamment Internet.** Les activistes dont j'étais, n'ont rien pu faire. Le pouvoir a fait ce qu'il a voulu : **confinement, masques, vaccination obligatoire tout en faisant croire qu'elle ne l'était pas**, etc. (Il voulait déjà faire tout ça avec le H1N1 de 2009, après la crise des subprimes de 2008 ; mais, il en avait été empêché grâce à Internet). Que s'est-il donc passé entre 2009 et 2020 pour qu'Internet ne soit plus notre instrument mais celui du pouvoir ?

**Les grands moteurs de recherche avaient déjà été achetés par les services secrets afin de favoriser certaines thèses plutôt que d'autres** ; mais, malgré ça, le pouvoir ne pouvait toujours pas contrôler Internet. Aussi, a-t-il inventé les réseaux "sociaux", et fait croire aux jeunes qu'Internet se limitait à *Facebook*, *Twitter*, etc. De plus, "ils" ont acheté des "influenceurs".

C'est ainsi que le vrai Internet est mort. Ou a été stérilisé, si vous préférez. Grâce aux réseaux "sociaux", j'ai vu la fréquence des visites de mon site passer progressivement de 3000 à 500 par jour. Et ça continue de baisser

tout doucement. Il est vrai qu'avec une revue qui n'était distribuée qu'à 300 exemplaires, les situationnistes ont eu une influence énorme ; mais, ça ne me console pas : en 2020-2021, je n'ai rien pu faire d'efficace contre le spectacle du covid, et les rares activistes qui n'étaient pas tombés dans le piège non plus.

On ne pourra ressusciter Internet, lui rendre sa subversivité, que s'il y a un boycott massif des réseaux "sociaux". Si les gens au lieu d'aller sur *Facebook, Twitter [X], Instagram, Tik Tok, etc.* tous contrôlés par les services secrets, vont visiter de vrais sites Internet non contrôlés. Et si des moteurs de recherches comme *Duckduckgo* et *Qwant* ne se font pas acheter. Malheureusement, pour *Duckduckgo* [et *Qwant* aussi] l'argent prime déjà, puisque comme vous pouvez le constater sur les images que je vous ai montrées, la première ligne de la première page est *Amazon* ! J'appelle à la constitution d'un moteur de recherche qui appartienne au prolétariat (au sens moderne et généralisé de ce mot).

Je me souviens aussi qu'au début, on pouvait envoyer d'un seul coup autant d'e-mails qu'on voulait. Maintenant, c'est très limité. Ou alors il faut payer très cher. .../...

---

## Tous contre Google : les géants de la technologie vont-ils rendre des comptes ?

Contrôle Internet, Google, Monopole. Big Data. 2.novembre.2023 // *Les Crises*

Source : Institute for New Economic Thinking, Lynn Parramore. Traduit par les lecteurs du site *Les-Crises*

[les-crises.fr/tous-contre-google-les-geants-de-la-technologie-vont-ils-rendre-des-comptes/](https://les-crises.fr/tous-contre-google-les-geants-de-la-technologie-vont-ils-rendre-des-comptes/)

[Lynn Parramore, analyste principale de recherche à l'**INET** (Institute for New Economic Thinking)]

Le géant de la technologie est sur la sellette, mais le « combat sera rude », prévient l'expert antitrust Mark Glick.

Comme le savent tous les observateurs dans le secteur des technologies, le plus grand procès fédéral antitrust du XXI<sup>e</sup> siècle est actuellement en cours et vise la branche moteur de recherche de Google. Un deuxième procès impliquant l'entreprise, cette fois concernant l'affichage de la publicité, est prévu pour l'année prochaine.

*Google* est sur la sellette, mais jusqu'à présent, a réussi à échapper à la plupart des efforts visant à limiter son pouvoir.

Au cœur des deux affaires, on trouve la domination de Google dans le monde de la recherche sur l'Internet et de la publicité numérique, laquelle détermine la manière dont presque tout le monde consomme et interagit avec les contenus en ligne. **Le gouvernement américain affirme que l'entreprise utilise des stratégies illégales pour rester au sommet, en évinçant ses concurrents du marché et en traitant les consommateurs de manière déloyale.**

Dans la plainte relative au secteur de la recherche, le gouvernement fédéral et un groupement de procureurs généraux des États accusent Google d'avoir construit un monopole progressivement, en payant pour des accords exclusifs avec des fabricants de matériel et des fournisseurs de logiciels comme *Apple*, *Samsung* et *Mozilla*, ce qui lui permet d'apparaître automatiquement comme le moteur de recherche par défaut lorsque les utilisateurs veulent effectuer une recherche sur le web. Il s'agit là d'un avantage considérable, car la plupart des consommateurs acceptent ce paramétrage par défaut. En outre, la plainte précise qu'il est compliqué pour les utilisateurs de modifier celui-ci. Et comme la qualité du moteur de recherche dépend de son degré d'utilisation, ces accords excluent la possibilité pour Google d'être concurrencé par un nouvel entrant, même si ce dernier offre des avantages en matière de protection de la vie privée, comme DuckDuckGo. Il en résulte, selon la plainte, que les clients sont bloqués et que la concurrence est exclue. **Google encourt des amendes et même une restructuration si le gouvernement l'emporte.**

### **Une victoire n'est en aucun cas acquise.**

En 1998, *Microsoft* a été reconnu coupable d'avoir violé les lois sur la concurrence en intégrant son système d'exploitation à son navigateur, de sorte que les consommateurs étaient contraints d'acheter l'ensemble de ses logiciels. Le gouvernement a gagné cette fois-là. Néanmoins, *Microsoft* n'a pas été contraint de proposer un choix de paramètres par défaut pour le navigateur, sauf en Europe. Dans le climat antitrust actuel, sera-t-il vraiment possible de maîtriser *Google* et d'obtenir un véritable choix pour le consommateur ?

### **Les experts en doutent.**

L'expert antitrust Mark Glick, de l'université de l'Utah, estime que si nous voulons une économie prospère et équitable, nous ne pouvons pas nous passer d'une législation antitrust solide. **Selon lui, les États-Unis se sont fourvoyés dans les années 1980, lorsque les politiques publiques ont pris un virage radical en faveur des intérêts des grandes entreprises.** Les économistes antitrust qui ont adopté la norme du bien-être du consommateur dans le cadre des attaques contre les réglementations héritées du *New Deal* ainsi que la manière progressiste dont la Cour suprême a abordé la question [de] la montée du phénomène de concentration aux États-Unis, ont joué un rôle dans ce changement. Selon

Glick, il reste à voir si la politique antitrust actuelle est réellement en mesure de rétablir l'équilibre entre les grandes entreprises et toutes les autres. .../...

De son côté, *Google* estime que les gens utilisent son moteur de recherche parce qu'il est le meilleur. Lors de son entretien avec l'*Institute for New Economic Thinking* (INET), Glick a rejeté cette affirmation, soulignant que **Google améliore son produit en payant les yeux de la tête d'autres entreprises ayant durement travaillé pour les obtenir** : « *Google* a commencé par acheter très cher le public d'autres entreprises, comme AOL, a-t-il déclaré. Plus il y a de gens qui utilisent son moteur de recherche, plus la publicité a de la valeur et plus les prix que *Google* peut exiger sont élevés. Il ajoute : si *Google* était vraiment le meilleur moteur de recherche, pourquoi devrait-il payer des milliards pour ces audiences et ces entreprises ? Il n'aurait pas à payer pour avoir une position dominante, il serait adopté grâce à un marché concurrentiel. »

Si le gouvernement perd dans l'affaire du moteur de recherche, *Google* devra encore affronter l'année prochaine la contestation de ses pratiques en matière d'affichage publicitaire. En janvier 2023, le ministère de la justice et les procureurs généraux de plusieurs États ont intenté une action civile antitrust contre *Google* pour avoir monopolisé la diffusion des annonces en ligne et évincé ses concurrents. **La plainte indique que *Google* utilise ses technologies publicitaires (adtech) pour dominer le marché de la publicité informatique qui utilise des technologies automatisées et des outils algorithmiques pour l'achat d'espaces publicitaires. Selon la plainte, *Google* a cherché à réaliser des profits aux dépens des éditeurs en ligne, qui reçoivent moins d'argent, des annonceurs, qui doivent payer plus cher, et des consommateurs, à qui les coûts sont souvent transférés. *Google* est également accusé d'orienter injustement les consommateurs vers ses propres produits.**

**Dina Srinivasan**, experte en technologie publicitaire et critique de longue date du pouvoir incontrôlé des grandes entreprises technologiques, a apporté son soutien à la plainte. En 2020, elle a publié un article qui a fait autorité expliquant comment *Google* domine les marchés publicitaires en adoptant des comportements qui sont en fait interdits sur les marchés financiers. Elle a déclaré à l'INET : « *Je suis heureuse que l'affaire avance. C'est la meilleure chose qui puisse arriver.* »

Glick explique que *Google* a acquis son pouvoir dans le domaine de la publicité en ligne principalement en rachetant d'autres entreprises plutôt qu'au moyen de ses propres innovations. « *Ils ont commencé par acquérir DoubleClick, qui possédait le serveur publicitaire, puis ils ont acheté toute une série d'entreprises qui leur ont permis d'accroître leur contrôle* » a déclaré M. Glick à l'INET. Il fait partie des nombreuses voix qui ont mis en garde la FTC [*Federal Trade Commission*, Ndt] contre les dangers

inhérents à la fusion *DoubleClick* lors de l'examen initial en 2007, mais ces avertissements ont été ignorés, dit-il : « À l'époque, la FTC estimait qu'il y aurait beaucoup de concurrents, alors elle a laissé toutes ces acquisitions successives d'adtech se faire et aujourd'hui Google contrôle toutes les étapes du processus. »

Glick est convaincu que toutes ces étapes du processus de publicité en ligne devraient être ouvertes à la concurrence. « Il faut espérer que le gouvernement sera en mesure d'ouvrir ces marchés, ce qui profitera aux éditeurs et aux annonceurs. »

Le manque de clarté de la loi constitue un obstacle majeur, observe Glick : « Les termes utilisés concernent les acquisitions qui « réduisent substantiellement la concurrence ». Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ? Si l'on continue à laisser ces entreprises faire des acquisitions, personne ne pourra jamais rivaliser. Jusqu'à présent, **chaque fois qu'une menace pèse sur sa domination, Google se contente d'acquérir l'entreprise concernée. Ou la détruit.** Dans le cas d'une petite entreprise, soit on est détruit, soit on est vendu et on en tire un important profit. Qu'allez-vous choisir ? » .../...

---

## Le Washington Post révèle l'ampleur des opérations clandestines du Pentagone sur les réseaux sociaux

Par Ellen Nakashima ; Source : Washington Post, le 19 septembre 2022  
Traduction jeudi 22 septembre 2022 par *Le Cri des Peuples* : **[accès en ligne bloqué = site censuré sur injonction étatique.]**

[agoravox.fr/tribune-libre/article/le-washington-post-revele-l-243938](https://agoravox.fr/tribune-libre/article/le-washington-post-revele-l-243938)

[Ellen Nakashima est journaliste à la sécurité nationale pour le Washington Post. Elle couvre les questions de renseignement et de sécurité nationale. Elle a écrit sur les aspects sécuritaires des relations entre les États-Unis et la Chine, la réponse occidentale à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les fuites de renseignements classifiés. Elle a été membre de trois équipes lauréates du prix Pulitzer au Post, notamment en 2022 pour une enquête sur l'assaut du 6 janvier contre le Capitole américain .../... Elle a fait un cursus d'humanités à l'université de Berkeley, Californie, en 1984 ; puis une maîtrise dans le Journalisme international à Londres-Université.]

Le Pentagone ouvre un examen approfondi de ses opérations psychologiques clandestines après que Facebook et Twitter aient supprimé un grand nombre de ses faux comptes.

**Des plaintes concernant les opérations d'influence de l'armée**

## **américaine sur les réseaux sociaux ont suscité l'inquiétude de la Maison Blanche et des agences fédérales.**

Le Pentagone a ordonné un audit approfondi de la manière dont il mène la guerre de l'information clandestine après que les principales sociétés de réseaux sociaux ont identifié et mis hors ligne de faux comptes soupçonnés d'être gérés par l'armée américaine en violation des règles des plateformes.

**Colin Kahl**, sous-secrétaire à la défense pour la politique, a demandé la semaine dernière aux commandements militaires qui s'engagent dans des opérations psychologiques en ligne de fournir un compte rendu complet de leurs activités d'ici le mois prochain, après que la Maison Blanche et certaines agences fédérales ont exprimé des préoccupations croissantes concernant les tentatives de manipulation des audiences à l'étranger par le ministère de la Défense, selon plusieurs responsables de la défense et de l'administration qui connaissent bien la question.

Les chercheurs [de] *Internet Graphika* et le *Stanford Internet Observatory* ont révélé le mois dernier que **Twitter** et **Facebook** avaient supprimé ces dernières années plus de 150 faux noms et sites médiatiques créés aux États-Unis. Bien que les chercheurs n'aient pas attribué les comptes fictifs à l'armée américaine, deux fonctionnaires connaissant bien la question ont déclaré que le Commandement central des États-Unis figurait parmi ceux dont les activités font l'objet d'un examen minutieux. Comme d'autres personnes interrogées pour ce rapport, ils se sont exprimés sous couvert d'anonymat pour discuter d'opérations militaires sensibles.

Les chercheurs n'ont pas précisé la date à laquelle les suppressions de comptes ont eu lieu, mais ceux qui connaissent bien le dossier ont dit qu'elles avaient eu lieu au cours des deux ou trois dernières années. Certains étaient récents, et concernaient des messages de l'été qui avançaient des arguments anti-russes, citant la guerre « impérialiste » du Kremlin en Ukraine et mettant en garde contre l'impact direct du conflit sur les pays d'Asie centrale. Ils ont constaté que les faux comptes —qui utilisent les tactiques [dont sont accusés] des pays tels que la Russie et la Chine— n'ont pas eu beaucoup de succès, et que les comptes véritables ont en fait attiré plus d'adeptes.

Le **Centcom**, dont le siège est à Tampa, est responsable des opérations militaires dans 21 pays du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie centrale et du Sud. Un porte-parole s'est refusé à tout commentaire. Le général de brigade **Patrick Ryder**, porte-parole du Pentagone, a déclaré dans un communiqué que les opérations d'information de l'armée « *soutiennent nos priorités en matière de sécurité nationale* » et doivent être menées dans le respect des lois et politiques pertinentes. « *Nous nous engageons à appliquer ces mesures de protection* », a-t-il ajouté. Les porte-parole de *Facebook* et *Twitter* se sont refusés à tout commentaire. .../...

L'utilisation par le gouvernement américain d'ersatz de comptes de médias sociaux, bien qu'autorisée par la loi et la politique, a suscité une controverse au sein de l'administration Biden, la Maison-Blanche pressant le Pentagone de clarifier et de justifier sa politique. La Maison-Blanche, des agences telles que le département d'État et même certains responsables au sein du département de la défense se sont inquiétés du fait que les politiques sont trop larges, laissant une marge de manœuvre pour des tactiques qui, même si elles sont utilisées pour diffuser des informations véridiques, risquent d'éroder la crédibilité des États-Unis, ont déclaré plusieurs responsables américains.

« *Nos adversaires opèrent absolument dans le domaine de l'information* », a déclaré un deuxième haut responsable de la défense. « *Certains pensent que nous ne devrions rien faire de clandestin dans cet espace. Céder un domaine entier à un adversaire serait imprudent. Mais nous avons besoin de garde-fous politiques plus solides.* » .../...

M. Kahl a révélé son examen lors d'une réunion virtuelle convoquée par le Conseil de sécurité nationale mardi, disant qu'il veut savoir quels types d'opérations ont été menées, qui elles ciblent, quels outils sont utilisés et pourquoi les commandants militaires ont choisi ces tactiques, et quelle a été leur efficacité, ont déclaré plusieurs responsables.

Le message était essentiellement le suivant : « Vous devez me justifier pourquoi vous faites ce genre de choses », a déclaré le premier responsable de la défense.

La politique et la doctrine du Pentagone découragent les militaires de colporter des mensonges, mais il n'existe aucune règle spécifique imposant l'utilisation d'informations véridiques pour les opérations psychologiques.

Par exemple, l'armée utilise parfois la fiction et la satire à des fins de persuasion, mais en général, les messages sont censés s'en tenir aux faits, selon les responsables.

En 2020, des officiels de *Facebook* et *Twitter* ont contacté le Pentagone pour lui faire part de leurs préoccupations concernant les comptes bidons qu'ils devaient supprimer, soupçonnant qu'ils étaient associés à l'armée. Cet été-là, **David Agranovich**, directeur de Facebook pour la perturbation des menaces mondiales, a parlé à **Christopher C. Miller**, alors directeur adjoint pour les opérations spéciales/conflits de faible intensité, qui supervise la politique des opérations d'influence, l'avertissant que si *Facebook* pouvait les détecter, les adversaires des États-Unis le pouvaient aussi, ont déclaré plusieurs personnes familières avec la conversation. .../...

---

# Le modèle de propagande de Chomsky et Herman prédit l'utilisation de Facebook comme d'une arme

21 Juin 2019 par Daniel Broudy / Jeffery Klaehn

Source originale: *Truthout*. Traduit de l'anglais par Jean-Louis Scarsi, revu par Dominique Arias pour *Investig'Action*.

[investigaction.net/fr/le-modele-de-propagande-de-chomsky-et-herman-predit-lutilisation-de-facebook-comme-dune-arme/](http://investigaction.net/fr/le-modele-de-propagande-de-chomsky-et-herman-predit-lutilisation-de-facebook-comme-dune-arme/)

[Daniel Broudy: professeur de Rhétorique et de Linguistique Appliquée à l'université chrétienne d'Okinawa, doctorat en psycholinguistique à l'université de Deakin [à Canberra, capitale fédérale de l'Australie]. Ancien analyste d'image dans l'Armée américaine. Travaux et recherche en linguistique, psychologie et théorie de la communication, en vue d'analyser et décrire les mécanismes d'influence, de formation et de contrôle de l'opinion publique. Sa recherche se concentre sur les systèmes et les techniques de manipulation de masse dans les relations publiques et d'entreprise. etc.]

Jeffery Klaehn : auteur, titulaire d'un doctorat dans la communication de l'Université d'Amsterdam et d'un doctorat dans la sociologie de l'Université de Strathclyde [université écossaise située à Glasgow]. Nombreux écrits sur les modèles de propagande et fonctionnement des Mass-média, etc.]

Facebook compte 2,3 milliards d'utilisateurs. Chaque jour, leurs données personnelles sont monnayées auprès d'annonceurs. Le réseau social filtre par ailleurs de plus en plus les informations qui s'affichent dans les fils d'actualité. Comment dès lors se faire une idée plus précise et mieux comprendre le pouvoir immense de cette entreprise sur nos opinions et notre liberté d'échanger des idées ? Respectivement professeur de linguistique et de communication, Daniel Broudy et Jeffery Klaehn, nous expliquent comment le modèle de propagande développé par **Chomsky et Herman** dans *Fabriquer un consentement* permet de mieux cerner le fonctionnement de *Facebook* et son impact sur notre société. (IGA)

**Dans un monde en ligne de discours banalisé, les perceptions et les opinions sont facilement manipulées.** Ce qui est personnel est désormais public. Prenons *Facebook*, par exemple. Leader mondial de la coordination des interactions interpersonnelles avec le discours public au-delà des frontières, ***Facebook* dispose d'un quasi-monopole sur la représentation de la réalité.**

La portée mondiale colossale de *Facebook*, confère à cette plate-forme une influence gigantesque sur la perception, l'intérêt et l'opinion du public.

**Chamath Palihapitiya**, l'un des créateurs de *Facebook*, a reconnu que l'équipe « *savait pertinemment que quelque chose de grave pouvait se*

produire », pour avoir « **créé des outils qui détruisent littéralement la fibre sociale du fonctionnement même de la société** ». Cependant, bien que le public ait pris conscience de ce subterfuge, ça n'y change rien.

La prépondérance de la réalité sociale médiatisée dans la vie quotidienne n'a jamais été aussi marquée, dans la plupart des pays industrialisés. Les technologies de l'information et les médias sociaux sont ancrés dans contextes politico-économiques dans lesquels **les idées et les informations sont systématiquement standardisées à l'attention des marchés**. En 2001, le chercheur et auteur **Edwin Black** a méticuleusement démontré comment des sociétés cotées en bourse peuvent voir dans l'acquisition et la gestion d'informations privées au service de marchés particuliers, une véritable mine d'or.

Derrière ses prétentions altruistes, comme le devoir de respecter tout le monde et la volonté connecter le monde social, *Facebook* vend aussi les données de ses utilisateurs à des annonceurs et à d'autres institutions spécialement conçues pour gérer la perception du public, tout en utilisant simultanément ces données personnelles dans un but lucratif.

**Le social aussi est désormais « marchandisé »**. *Facebook* est strictement axé sur le profit total dans la marchandisation des données personnelles. En fait, le *New York Times* a montré en détail comment *Facebook* avait autorisé les autres poids lourds des hautes technologies (« *its big tech partners* ») à **violier les règles de confidentialité pour collecter des données des utilisateurs**.

Pire, la véritable nature des géants de l'industrie des médias sociaux fait des utilisateurs, eux-mêmes, des acteurs actifs du marché, des produits à vendre. Comme le souligne **Robert McChesney**, professeur et théoricien des médias, dans une interview à *C-SPAN* : « *Tout ce que nous faisons en ligne est connu des vendeurs commerciaux et du gouvernement dans toute la mesure où ils le souhaitent. Nous n'avons absolument aucune vie privée* ».

Aucun être humain, sensé, ne souhaite réellement être intégré dans la singularité de l'intelligence artificielle, utilisé comme cobaye, espionné, ou que ses propres interactions privées soient réunies à d'autres afin d'être vendues. Nous sommes conditionnés pour considérer que toute résistance à cette marche en avant est inutile. Alors, comment les citoyens numériques de *Facebook*, qui représentent aujourd'hui 2,3 milliards de personnes, pourraient-ils se faire une idée plus précise et mieux comprendre le pouvoir immense de cette entreprise sur leurs opinions et leur liberté d'échanger des idées (le fondement même de la liberté) ? Un modèle conceptuel de la fin des années 1980 peut aider à distinguer les capacités déroutantes de cet énorme monstre anti-social.

**Un modèle conçu pour l'ère des médias de masse**

Introduit pour la première fois dans *Fabriquer un Consentement*, la gestion politique des médias de masse (1988), le « *modèle de propagande* » d'Edward S. Herman et Noam Chomsky situe superbement l'esprit technologique de notre époque. Ce modèle est une représentation de la façon dont **les grands médias, au sein d'une économie de marché, filtrent la matière première des informations à imprimer ou à diffuser** – dont le résidu propage le statu quo socio-économique dans les sociétés dites démocratiques. Dès lors que la « démocratie » implique la pratique civilisée de résoudre les différends par le dialogue public entre groupes et classes, Herman et Chomsky postulent que  **cinq filtres majeurs (propriété, taille et orientation lucrative des médias dominants ; publicité ; sélection des sources ; capacité de rétorsion (flak) ; et idéologies dominantes, peur, etc.) permettent de « fabriquer un consentement »**. .../...

---

## La surveillance de masse est partout. Et tout le monde s'en fout

Par Laure Coromines - Le 24 janvier 2020

[ladn.eu/tech-a-suivre/comment-surveiller-aujourd'hui-technologie/](http://ladn.eu/tech-a-suivre/comment-surveiller-aujourd'hui-technologie/)

[Laure Coromines : auteure et journaliste tendances société, pour *L'ADN*, elle s'intéresse depuis avril 2021 au comportement des gens et des usages sur Internet.]

« À l'heure où la reconnaissance faciale investit nos visages, où les assistants vocaux intelligents s'invitent dans nos salons, et où Instagram recompose nos rapports sociaux, est-il encore possible de se tenir à l'abri des regards ? » C'est la question que pose **Olivier Tesquet** dans "À la trace".

Journaliste chez *Télérama*, Olivier Tesquet décrypte depuis dix ans (*Comprendre WikiLeaks, Dans la tête de Julian Assange*) la façon dont l'omniprésence de la surveillance recompose à sa guise notre environnement. Dans "À la trace", son ouvrage qui vient de paraître, il analyse le processus d'invisibilisation de **la surveillance de masse, et de ses effets délétères**. Des caméras intelligentes de Xinjiang à nos profils *Facebook*, les nouveaux dispositifs de surveillance, ubiquitaires et invisibles, sont joyeusement invités à violer, capter et partager la moindre parcelle de notre intimité. Bienvenue dans le **capitalisme de surveillance**,

où en dociles agents de notre enfermement, nous transformons de bon cœur chacune de nos expériences en signal exploitable.

### **La surveillance de masse est-elle un phénomène nouveau ?**

Olivier Tesquet : Il est important de préciser la filiation de la surveillance de masse car on imagine souvent qu'elle est née avec les nouvelles technologies. Il y a un siècle et demi, les seules populations qui devaient justifier à tous moments de leur identité, étaient les pauvres, les étrangers et les criminels récidivistes. Les dispositifs étaient nombreux : carnets ouvriers, carnets de nomade, ou encore les fiches anthropométriques d'Alphonse Bertillon, qui, en s'appuyant sur le calcul de 14 mensurations (taille, longueur des pieds, mains, oreilles, avant-bras, arête du nez...), sont les ancêtres de la reconnaissance faciale. On pense aussi à la biométrie, d'abord expérimentée sur les territoires coloniaux de la France (Indochine), puis à la généralisation du titre d'identité sous Vichy, qui à l'aube de la première guerre mondiale, aurait fait encore bondir.

### **Credit score, crédit social... Tous les pays sont-ils égaux en matière de surveillance ?**

O.T. : Aux États-Unis, après la seconde guerre mondiale, on a vu émerger le calcul de score de crédit, pour s'assurer de la solvabilité des consommateurs. En Asie, c'est le crédit social « à la chinoise », que l'on qualifie d'ailleurs toujours comme tel, et que l'on traite trop souvent comme une bizarrerie exotique tout droit sorti d'un épisode de *Black Mirror*. Il s'articule autour de deux figures totémiques, le mauvais payeur, et le piéton malpoli. Aujourd'hui en France, 70 ans après Vichy, on songe à déployer la reconnaissance faciale partout, pour tous. Ce que j'observe, c'est un glissement, un phénomène d'accoutumance progressif face à « l'encartement », qui nous fait négliger et sous-estimer la ressemblance entre les dispositifs mis en place ici et en Chine. En attendant, la température monte, la marmite chauffe, et nous brûlons. Heureusement, une petite musique de fond technocritique commence à monter.

### **Vous utilisez le mot « gazeuse » pour décrire la surveillance contemporaine. Pourquoi ?**

O.T. : Car elle est partout, mais invisible. La surveillance régalienne a longtemps été faite de dispositifs physiques. Dans l'imaginaire collectif, on posait des micros, on prenait des gens en filature. L'un des points de basculement, rendu possible par la technologie, c'est la tentative réussie du capitalisme de surveillance de se rendre invisible, ou presque, à l'œil nu. On est dans un monde où la surveillance est venue s'encapsuler dans des appareils à l'apparence inoffensive, loin de ressembler aux premiers supercalculateurs issus de l'industrie militaire. **Qui nous surveille aujourd'hui ?** Les data brokers qui n'ont pas pignon sur rues, les marchands d'armes numériques qui vendent des logiciels espions sous le

manteau... Mais aussi des dispositifs qui refusent de se présenter tels qu'ils sont réellement : les réseaux sociaux, *Instagram* et *Facebook* en tête, les caméras *Ring* d'*Amazon*, qui nous assignent quasiment à résidence, ou encore les assistants vocaux... Pour moi, ils sont vraiment comme le monolithe de 2001, *l'Odyssée de l'espace*... Un bidule sans aucune aspérité, un cylindre anonyme qui ne ressemble à aucun objet du quotidien et vient pourtant trouver sa place dans nos domiciles, le plus naturellement du monde.

### **La résistance au déploiement de la reconnaissance faciale est plutôt faible. Pourquoi si peu de débat et de ralliement autour de cette question ?**

O.T. : Tout d'abord, la confiance naturelle en nos institutions démocratiques et parlementaires, qui occulte l'hybridation entre public et privé. La frontière entre les deux est devenue très poreuse, notamment grâce aux activités d'une poignée d'acteurs se mouvant dans l'ombre. Le parfait exemple de ce phénomène, c'est le cas *Palantir*. Cette crypto-agence de renseignement électronique américaine, quasi sous-marine, a été cofondée par **Peter Thiel**, grand argentier conservateur de la *Silicon Valley*, qui présente la particularité d'être un soutien actif de Donald Trump. ***Palantir* collecte et analyse des données pour le compte de différentes entités, à la fois publiques et privées : fonds d'investissements, géants pharmaceutiques et agences gouvernementales... Au hasard, le Pentagone, et en France, la DGSI.**

On nous a annoncé tambour battant que l'on allait réguler les grandes puissances tech. Or, aujourd'hui, il ne reste guère plus qu'elles pour préserver la rente du pouvoir, comme l'a illustré le cas *Cambridge-Analytica*. De fait, l'impératif de régulation se fait plus tiède... À cet égard, je crois assez peu en la capacité de l'État français à réguler le capitalisme de surveillance. Le rapport de force entre lui et les géants de la tech est trop déséquilibré, comme l'a montré l'accueil glorieux réservé à **Mark Zuckerberg** à Paris, reçu en grande pompes à l'Élysée, tandis que l'ancien premier Ministre Bernard Cazeneuve était entré par la petite porte lors de son passage dans la *Silicon Valley*.

### **Doit-on se résigner à la fin de la vie privée ? Est-elle, comme l'a dit Vint Cerf, Chief Evangelist chez Google, une simple illusion, une parenthèse historique ? Ou peut-on encore trouver des moyens de lutter contre l'essor de la surveillance ?**

O.T. : Pour lutter contre la surveillance, je propose plusieurs pistes. La première est la mobilisation du langage. Comme le disait Camus, mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde. Par exemple, parler d'informations intimes, car c'est à l'échelle de notre corps que tout se joue plutôt que de données personnelles. Le second terme affaiblit, pollue et dépolitise le débat car il empêche d'envisager l'altérité. Comment alors

penser collectivement la prédation de nos existences ?

La terminologie facilite le recours réflexe à la rhétorique du « *je n'ai rien à cacher* ». Elle est le signe d'une résignation qui indique l'impossibilité matérielle de cacher quoi que ce soit, mais aussi la preuve d'un individualisme sauvage face à la tech. Dégainer cette carte, c'est un réflexe de petit bourgeois, de gagnant de la tech, qui peut effectivement se permettre de dire « *moi, je n'ai rien à craindre.* » L'enjeu n'est pas de protéger sa vie privée. La notion même est arbitraire, puisque sa définition varie d'un individu à l'autre. Il s'agit plutôt d'exercer notre droit de délibérer collectivement de nos espaces de retrait.

Autre exemple, celui de *Big Brother*. Il faut faire attention aux tics de langage qui nous font automatiquement rebaptiser « *Big Brother* » tous dispositifs de surveillance auxquels nous sommes confrontés. Ce raccourci de langage nous propulse dans la mauvaise grille de lecture ! Si l'on part du principe que notre monde n'est pas un monde totalitaire, mais un monde de surveillance, alors l'analogie ne tient plus ! Il serait plus juste de se rapprocher chez **George Orwell** du *Quai de Wigan* où, en immersion chez les mineurs du nord de l'Angleterre, il s'inquiète de la foi aveugle de ses camarades socialistes en la machine. Car le problème n'est pas tant l'imposition totalitaire de la technologie, mais sa capacité d'envoûtement, qui nous maintient dans une **position de servitude consentie et heureuse...** Nous notons déjà de notre plein gré la moindre de nos interactions sociales (*Yelp, TripAdvisor, Uber...*). **La tech a réussi son pari : susciter chez nous une peur atavique, celle de cesser d'exister si on en venait à se déconnecter. .../...**

---

## Le problème de la virtualisation de la vie

par Nora Merlín ; 3 novembre 2021

Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

[elcorreo.eu.org/Le-probleme-de-la-virtualisation-de-la-vie](http://elcorreo.eu.org/Le-probleme-de-la-virtualisation-de-la-vie)

[Nora Merlin : Auteure et psychanalyste. Magister en Science politique.]

Dans un contexte de pandémie avec des milliers de contaminés et de morts quotidiennement, le monde s'est désorganisé sous tous ses aspects : économique, sanitaire, éducatif, social et politique. Les habitudes se sont trouvées déstabilisées et la vie, du jour au lendemain reconfigurée vers la virtualité, exigeant un immense effort d'adaptation de la part d'une subjectivité traversée par l'angoisse.

En plus des **séquelles sur la santé physique et mentale qui commencent à devenir visibles et qui doivent être traitées**, il y a quelque chose de très inquiétant que l'on peut définir comme une mutation techno-culturelle que, bien qu'elle fut déjà en cours, le coronavirus a précipité et qui doit être pensée.

Nous sommes confrontés à une subjectivité parlée par les médias concentrés et à une configuration de câblage, d'intelligence artificielle, de binaires et d'algorithmes, qui se communique de plus en plus par les machines et de moins en moins par la rencontre des corps.

Pendant la pandémie, la culture néolibérale dans laquelle nous vivions était liée à la virtualisation de la vie, c'est-à-dire à **la soustraction ou à la mortification du corps singulier et social**. Ainsi présentée dans la vie, la capacité de détecter la souffrance, la peau ou l'odeur de l'autre et l'affectation mutuelle des corps, qui constitue la condition fondamentale de l'amour et de la politique, est inhibée. L'espace virtuel, essentiel en ces temps, ne remplace en aucun cas la force pulsante du face-à-face. La matérialité du corps - unique et social -, ses trous, ses plis et sa sensibilité ne s'animent qu'en présence d'autrui.

La personne sujette à la demande comme caractéristique spécifique de l'unité articulatoire. La présence substantielle de la voix, « les voix de la rue », constitue une expérience intransférable en tant qu'événement plébéen temporaire.

La virtualisation de la vie ne représente un problème que pour le champ national et populaire, alors que l'idéologie néolibérale, fondée sur la performance et la marchandisation de tout, ne le vit pas comme limitation ou dévitalisation, mais comme un progrès et une économie.

L'idéologie néolibérale gère une certaine construction du corps associée à l'organisme biologique, à l'individu, à la propriété privée et au moi limité par la peau. L'idéologie nationale et populaire, au contraire, promeut une autre conception : c'est **un corps construit à partir de l'Autre, qui n'est pas sans les autres**. Ainsi, dans cette perspective à laquelle nous adhérons, le corps est une catégorie relationnelle, un système d'affections réciproques qui témoignent de la devise féministe : « *ce qui est personnel est politique* ».

Cette expression, qu'a mis en jeu la deuxième vague féministe, met en évidence les liens entre expérience personnelle et structures sociopolitiques : **nous sommes faits du monde, donc le personnel n'est pas une possession privée, mais de tous**.

Depuis cette conception, **le corps singulier comme le corps social est malmené par le néolibéralisme**, dévitalisé par la révolution technologique et attaqué par les effets de la pandémie.

Sont tombées, les anciennes croyances, certitudes, et aujourd'hui tout est en question : depuis le libre marché jusqu'à la démocratie, la mondialisation

se fissure, l'Etat, une catégorie dévaluée par le néolibéralisme, dans la crise pandémique actuelle a pris un rôle important dans le sauvetage des pays.

En ce moment où il y a un effondrement de l'ancien récit et où l'on doit vivre dans l'incertitude, c'est une obligation éthique du champ populaire de supporter avec le corps des certitudes, de **construire un présent habitable et un futur possible**.

Si la gauche ne peut pas être à la hauteur d'occuper la rue, proposant des appuis et des assurances indispensables à l'existence, la droite le fera avec sa méthode habituelle : violence, discipline, menaces, peurs et « solutions » autoritaires. .../...

---

---

Envoi personnel du 25/01/2024 d'un article par Mazin QUMSIYEH

Sites : [qumsiyeh.org/](http://qumsiyeh.org/) ; [popular-resistance.blogspot.com](http://popular-resistance.blogspot.com)

## **JOUR 110 DU GÉNOCIDE À GAZA : RÉALITÉ ET RÉFLEXIONS**

**Source** : [popular-resistance.blogspot.com/2024/01/reality-and-reflection.html](http://popular-resistance.blogspot.com/2024/01/reality-and-reflection.html)

**(Traduction affinée par JJ Pat REY)**

Citation du jour : "*nous sommes venus et avons transformé les Arabes natifs en réfugiés tragiques. Et toujours, nous devons diffamer et les calomnier, salir leur nom. Au lieu d'avoir honte profondément de que nous avons fait et essayer de défaire un peu du mal que nous avons commis...nous justifions nos actes terribles et essayons même de les glorifier*".

**Nathan Chofshi**, la *Circulaire juive*, New York, le 9 février 1959, cité dans *Erskine Childers, "The Other Exodus" in Spectator*, Londres, le 12 mai 1961.

**RÉALITÉ** : Un mouvement global est encore en train de s'amplifier pour mettre fin au génocide en cours à Gaza. On s'attend à ce que la Cour internationale de justice publie une injonction aux forces israéliennes pour arrêter le massacre. Mais l'abattage continuera à l'allure déterminé par "l'intelligence" artificielle. Il y a accroissement de l'isolement des Etats-Unis,

des gouvernements britanniques et allemands soutenant le génocide.

**Maintenant plus de 1 % de la population de Gaza (des civils) ont été tués et 2.2 % d'autres blessés.** 119 journalistes ont été assassinés par l'occupation israélienne pour essayer de réduire au silence les médias, mais les relations de faits continuent à sortir. Les hôpitaux sont visés et environ 5 % du personnel médical offrent encore des services très basiques. Plus de 70 % des bâtiments sont détruits. Les services médicaux n'existent pratiquement plus et les gens meurent de famine et de maladie (l'Hépatite A et Leishmania et d'autres maladies) et même de petites blessures. Des centaines de femmes de Gaza ont eu des fausses couches en raison de cette guerre et d'autres sont mortes en accouchement en raison du manque de soins médicaux. Les dirigeants israéliens et une grande partie du public encouragent toujours le génocide et se vanter même fièrement du meurtre de femmes et d'enfants. Le gouvernement américain et les médias Occidentaux d'entreprise le savent, mais essaient en vain de cacher cette réalité et défendre l'injustifiable.

**RÉFLEXIONS :** je milite pour les droits palestiniens depuis 45 ans. J'ai publié plus de 180 articles dans des journaux réputés, plus de 600 autres articles et beaucoup de livres. J'ai été interviewé plus de 2000 fois et fait plus de 5500 conférences à des publics de tout genre. Quand je réfléchis à ce que je vois, que j'ai étudié et dont je parle, de nouvelles pensées me viennent. Karl Marx a fait une déclaration : "*l'histoire se répète, d'abord comme une tragédie, ensuite comme une farce*". L'association des USA/Israël dans ce dernier génocide est autant une tragédie qu'une farce. Mais je reste aussi très optimiste car l'histoire est arrivée à un tournant majeur. Des centaines de génocides ont été commis dans les quelques cent dernières années, mais celui-ci est différent. Il est retransmis en direct, cela arrive quand le globe est raccordé comme jamais auparavant (spécialement les médias sociaux), cela arrive quand les pouvoirs dominants tournent en rond du temps qu'ils essayent de servir des intérêts politiques et des lobbies, et qu'un nouvel ordre mondial est en train de se construire.

**Le premier ministre israélien Netanyahu** espère rester au Pouvoir quelques mois de plus, en perdant des soldats israéliens à Gaza et en bombardant des civils. Pendant ce temps l'armée israélienne aurait tué les otages restants et le monde perdrait de nouveau de l'intérêt pour la souffrance des Palestiniens depuis 75 ans, et ses lobbies [infestant ce monde] et les mass-média occidentaux pourraient réinitialiser les choses comme auparavant (les USA sauve Israël en usant de leur droit de veto donc ils ne réagissent pas au génocide). Le public israélien perdrait aussi sans doute de son attention et la tendance fasciste pourrait être satisfaite. Mais il ne comprend pas le changement dans les dynamiques globales de pouvoir, la solidarité mondiale sans précédent avec la Palestine, le

CARACTÈRE UNIQUE de cet holocauste et le fait que le facteur de la peur à l'échelle mondiale a déjà été fracassé et ne reviendra pas une nouvelle fois (une évidence [avec] le Yémen, la Syrie, l'Irak, le Liban, Afrique du Sud, l'Amérique latine, le sud global en général et même les gouvernements en Europe). Quant au caractère unique de ce génocide/holocauste, comme j'ai écrit auparavant : la retransmission en direct, le soutien par des gouvernements occidentaux hypocrites, l'admission ouverte d'intentions par ses principaux responsables, la tentative de créer un "affrontement de civilisations"; cette dernière mobilisant vraiment les Musulmans et les Chrétiens et les Juifs et d'innombrables autres personnes POUR LA PALESTINE. Ainsi, le régime d'apartheid des Sionistes est en train de hâter la disparition de cette expérience ratée de colonialisme et de racisme appelé "État juif d'Israël". Ils aideront à accélérer notre travail pour un état démocratique, la seule solution au désordre créé par le Sionisme. ([Voir : onestatecampaign.org/en/](http://onestatecampaign.org/en/)).

**Le plus grand défenseur de l'Apartheid Israélien** est le Gouvernement des États Unis d'Amérique, ce n'est pas un atout, mais une responsabilité ; parce que les États-Unis : 1) ont bombardé 20 pays en 20 ans, 2) ont plus de 1000 bases militaires en incluant aussi des centres de détention secrets dans au moins 80 pays (dont leurs citoyens le dénonce), 3) ont l'habitude d'acheter des gouvernements de pays en développement à travers des machinations du FMI et de la Banque Mondiale, appauvrissant les gens en enrichissant les bureaucraties et des gouvernements non représentatifs qui assurent d'un ressentiment des peuples et la création fréquente de nouveaux gouvernements qui écoute la volonté des gens et méprise le gouvernement américain, 4) **l'hégémonie a été surprolongée et a montré son hypocrisie en sapant la loi internationale** et c'est devenu d'autant plus flagrant avec le soutien au génocide et la destruction du peuple palestinien (avec l'argent, les armes, les forces spéciales, la couverture diplomatique et cetera). Ces problèmes contribuent au déclin de l'empire américain dont la part dans l'économie mondiale a chuté de 40 % à 24 %. La part de Chine a grandi de 2.4 % en 1980 à 18.5 % aujourd'hui. Nous pouvons ajouter que **le lobby des Sionistes instrumentalisant l'holocauste juif** et usant des termes comme "antisémite" et "haine de soi" pour décrire les avocats des droits humains est court-circuité. La description que j'ai donnée auparavant sur le rôle du lobby [AIPAC] devient plus révélatrice. ([Voir : popular-resistance.blogspot.com/2023/11/israel-lobby-in-usa.html](http://popular-resistance.blogspot.com/2023/11/israel-lobby-in-usa.html) ). Le public américain s'insurgera dès qu'il connaîtra la vérité. Mais dans le reste du monde, les gens ont les yeux grand ouverts et ne les fermeront plus. C'est pourquoi nous sommes très optimistes qu'un nouvel ordre mondial de diversité, pluralisme, de devoir et responsabilité, est sur le point d'advenir. **Triste que cela se fasse avec des pertes très lourdes et sans précédent.** Gaza éclaire la voie avec les corps de sa population.

Mazin QUMSIYEH  
qumsiyeh.org/  
palestinature.org/  
popular-resistance.blogspot.com/

---

## Texte original en anglais

# DAY 110 OF THE GENOCIDE AND BELOW IS REALITY AND REFLECTIONS

posted at : [popular-resistance.blogspot.com/2024/01/reality-and-reflection.html](https://popular-resistance.blogspot.com/2024/01/reality-and-reflection.html)

Quote of the day: "*We came and turned the native Arabs into tragic refugees. And still we have to slander and malign them, to besmirch their name. Instead of being deeply ashamed of what we did and trying to undo some of the evil we committed...we justify our terrible acts and even attempt to glorify them*"

**Nathan Chofshi**, *Jewish Newsletter*, New York, 9 February 1959, cited in *Erskine Childers*, 'The Other Exodus' in *Spectator*, London, 12 May 1961.

**REALITY:** Global movement is still growing to end the ongoing genocide in Gaza. The International Court of Justice is expected to issue an injunction for Israeli forces to stop the slaughter. But the slaughter will continue at a pace determined by artificial "intelligence". There is increased isolation of the US, UK and German governments supporting the genocide. **Now over 1% of the population of Gaza (civilians) have been killed and another 2.2% injured.** 119 journalists have been murdered by the Israeli occupation to attempt to silence the media but stories keep coming out. Hospitals targeted and about 5% of the medical staff are still offering very basic services. >70% of buildings destroyed. Medical services are all but non-existent and people are dying of famine and

disease (Hepatitis A and Leishmania and other diseases) and even smaller injuries. Hundreds of Gaza women had miscarriages due to this war and others died in childbirth due to lack of medical care. Israeli leaders and much of the public still cheers on the genocide and even proudly boast of the killing of women and children. The US government and the corporate Western media know but try in vain to hide this reality and defend the indefensible.

**REFLECTIONS:** I have been active for Palestinian rights for 45 years. I published over 180 articles in peer-reviewed journals, over 600 other articles, and many books. I was interviewed over 2000 times and gave over 5500 talks to audiences of all backgrounds. When I reflect on what I witness and studied and spoke about, new thoughts come to me. Karl Marx's made a statement: "*History repeats itself, first as a tragedy, second as a farce*". The US/Israel partnership in this latest genocide is both a tragedy and a farce. But I also am very optimistic that history is at a major bend. Hundreds of genocides were committed in the past few hundred years but this is different. It is broadcast live, it is happening when the globe is connected like never before (especially social media), it is happening when the dominant power is floundering as it tries to serve political interests and lobbies and a new world order is being built.

**Israeli PM Netanyahu** is hoping to stay in power for a few more months while losing Israeli soldiers in Gaza and bombing civilians. By that time the Israeli army would have killed the remaining hostages and the world would lose interest again in the 75 year suffering of the Palestinian people and his lobbies and western media could reset things as before (US rescues Israel by using its veto power so it does not answer to genocide). The Israeli public would also presumably lose interest and the fascist right can be satisfied. But he does not understand the change in global power dynamics, the unprecedented global solidarity with Palestine, the UNIQUENESS of this holocaust, and the fact that the fear factor globally was already shattered and will not come back again (evidence Yemen, Syria, Iraq, Lebanon, South Africa, Latin America, global south in general, and even governments in Europe). As for the uniqueness of this genocide/holocaust, I wrote about this before: broadcast live, supported by hypocritical western governments, open admission of intent by its leading figures, attempt to create a "clash of civilizations "; the latter actually mobilizing Muslims and Christians and Jews sand others FOR PALESTINE. Thus, the Zionist apartheid regime is accelerating the demise of this failed experiment at colonialism and racism called the "Jewish State of

Israel". They will help accelerate our work for one democratic state, the only solution to the mess created by Zionism, [see](#) : [onestatecampaign.org/en/](http://onestatecampaign.org/en/)

**That Apartheid Israel's biggest defender** is the United State Government, [it] is not an asset but a liability because the United States: 1) bombed 20 countries in 20 years, 2) has over 1000 military bases including also secret detention centers in at least 80 countries (whose public decries this), 3) has a history of buying developing country governments through the machinations of the IMF and World Bank, impoverishing people while enriching bureaucratic and unrepresentative governments ensured people resentment and frequent creation of new governments that listens to the will of the people and despise the US government, 4)

**hegemony was overextended and showed its hypocrisy by undermining international law** and this became most blatant in supporting the genocide and destruction of the Palestinian people (with money, weapons, special forces, diplomatic cover etc). These issues contributes to the decline of the US empire whose share in the global economy declined from 40% to 24%. China's share grew from 2.4% in 1980 to 18.5% today. We may add that **the Zionist lobby's weaponizing the Jewish holocaust** and using terms like "anti-Semitic" and "self hating" to describe human rights advocates is back-firing. The description I gave before on the role of the lobby is becoming more exposed, [see](#) :

[popular-resistance.blogspot.com/2023/11/israel-lobby-in-usa.html](http://popular-resistance.blogspot.com/2023/11/israel-lobby-in-usa.html)

The US public will rise in arms once they know the truth. But the public in the rest of the world has eyes wide open and will not be shut again. That is why we are very optimistic that a new world order of diversity, pluralism, accountability is coming. **Sad that it is being done with very heavy and unprecedented losses.** Gaza lights the way with bodies of its people.

**Mazin QUMSIYEH**

[qumsiyeh.org/](http://qumsiyeh.org/)

[palestinature.org/](http://palestinature.org/)

[popular-resistance.blogspot.com/](http://popular-resistance.blogspot.com/)

(A bedouin in cyberspace, a villager at home

Professor, Founder, and (volunteer) Director

Palestine Museum of Natural History

Palestine Institute of Biodiversity and Sustainability

Bethlehem University

Occupied Palestine)

---

Transmission personnelle le 17/10/2023 d'un article par Pierre PÉGUIN  
Articles sur : [apag2.wordpress.com](https://apag2.wordpress.com)

## **PALESTINE : PAS DE PAIX SANS JUSTICE, PAS DE JUSTICE SANS DÉCOLONISATION**

**par Attac France**  
[france.attac.org/auteur/attac-france](https://france.attac.org/auteur/attac-france)

**Source :** [france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/pas-de-paix-sans-justice-pas-de-justice-sans-decolonisation](https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/pas-de-paix-sans-justice-pas-de-justice-sans-decolonisation)

L'action militaire lancée par le Hamas le 7 octobre, soutenue par d'autres groupes armés palestiniens, a délibérément visé des civil·es, parmi d'autres objectifs militaires. Il s'agit donc de crimes de guerre et nous condamnons fermement ces attaques effroyables que rien ne justifie.

**Nous condamnons aussi la réponse aveugle et brutale du gouvernement israélien, qui constitue également un crime de guerre : le siège et le bombardement continu de la population de Gaza, privée d'eau, d'électricité et de gaz, sans compter l'utilisation de bombes au phosphore, les assassinats de manifestant·es en Cisjordanie et la menace d'expulsion de plus d'un million d'habitant·es du nord de Gaza.**

Nos pensées et notre solidarité vont aux victimes israéliennes et palestiniennes de cette terrible escalade. Celle-ci résulte de **décennies d'oppression coloniale**. Elle s'inscrit dans une guerre de longue durée menée **contre le peuple palestinien pour l'expulsion de leurs territoires**. Une guerre de plus ou moins grande intensité selon les périodes, commencée avant même la création de l'État d'Israël.

**Le gouvernement d'extrême-droite actuellement en place en Israël** ne fait que radicaliser une longue politique de colonisation et d'occupation de la Palestine, qui a **conduit à priver de leurs terres les Palestinien·nes, à les déshumaniser**, comme l'attestent les récentes déclarations du ministre de la Défense Yoav Gallant, les traitant «

d'animaux humains »

Cette situation est particulièrement marquée à **Gaza** depuis le début des années 2000. Sous blocus illégal condamné par le droit international depuis 17 ans, l'enclave constitue **une prison à ciel ouvert** dans laquelle survivent 2,1 millions de personnes, dont 1,4 million de personnes réfugiées, qui dépendent pour l'essentiel des aides internationales.

Alors que la plupart des grandes puissances veulent encore plus isoler les Palestinien·nes en manifestant leur soutien inconditionnel à Israël, la solution passe en premier lieu par la mise en œuvre des résolutions de l'ONU qui visent à défendre les droits des Palestinien·nes (évacuation des territoires occupés, droit au retour des réfugié·es, reconnaissance des droits politiques des Palestinien·nes...). Au-delà, il n'y aura pas de paix durable sans solution politique juste, c'est-à-dire sans mettre fin à la situation coloniale qui sévit en Palestine.

Attachée à la paix depuis sa création, et condamnant sans réserve le racisme, l'antisémitisme, le colonialisme, les discriminations, et les différentes formes d'oppressions, Attac appelle à un cessez-le-feu immédiat et à une paix juste et durable et exprime sa plus vive inquiétude devant le risque d'embrassement au Moyen-Orient.

Par ailleurs, nous nous opposons à toute exploitation en France du conflit israélo-palestinien pour dresser les un.es contre les autres, pour instrumentaliser la situation à des fins antisémites ou islamophobes. Aucune personne en raison de son origine ou religion supposée ne doit faire les frais de la situation en Palestine, et tout acte raciste doit être puni.

Enfin, le conflit israélo-palestinien ne peut constituer un nouveau prétexte pour le gouvernement d'attaquer les libertés publiques ni pour faire taire toute voix qui soutiendrait la cause palestinienne. Attac participera donc aux initiatives unitaires qui défendent une politique de paix juste et durable, dans le respect des droits des peuples, et des résolutions de l'ONU.

Déclaration du **Conseil d'Administration d'Attac**,  
15 octobre 2023

---

Envoi personnel du 13/01/2024 d'un article par André BELLON  
Site : [pouruneconstituante.fr](http://pouruneconstituante.fr)

# UNION EUROPÉENNE : L'OUBLI DU SUD

Source : [pouruneconstituante.fr/spip.php?article2211](http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article2211)

[Remarque de l'auteur : Le texte ci-dessous a été publié par la *Revue politique et parlementaire*. Il développe une analyse critique et géostratégique de l'Union européenne à quelques mois des élections.]

« *Faire l'Europe pour la paix* », « *consolider le couple franco-allemand* », *renforcer l' « unité européenne »*... autant de slogans qui occupent le débat public depuis des années... et qui fondent notre vision imaginaire du monde.

## Mais au-delà des slogans, qu'est-ce que l'Europe ?

Sur le plan géographique, c'est la péninsule occidentale qui jouxte le continent asiatique. Pensée ainsi, elle ne peut s'analyser, d'une part, que par rapport à ses frontières orientales et aux menaces qui pèseraient sur elle, en particulier en **relation avec la Russie** et, d'autre part, par son **intégration à l'Ouest**, c'est-à-dire sa soumission aux États-Unis. On se refuse alors à voir à quel point elle perd tout rapport avec le Sud, particulièrement en une période où le Sud acquiert un rôle géopolitique éminent. Les régulières crises migratoires en provenance d'Afrique ne suscitent **pas de véritable prise de conscience géostratégique**.

Sur le plan historique, l'Europe n'a aucun récit commun, tout au plus celui des conflits temporaires et limités dans leur espace. La saga largement diffusée depuis la chute du mur de Berlin d'un continent « *enfin réuni* » est purement idéologique et ne correspond à aucune réalité historique. Elle est utilisée *ad nauseam* pour légitimer le renforcement des institutions de Bruxelles et l'extension de l'Union vers l'Est. **Le seul élément fédérateur est l'unité du marché, destructeur des fondements démocratiques et d'une véritable vie politique.**

On ne mesure généralement pas à quel point cette construction, censée nous ouvrir un espace de paix et de prospérité, nous a également enfermés. Si la nature idéologique de cet enfermement est parfois évoquée et donne lieu, non sans raison, à tout un débat sur « *une autre Europe* », si la soumission de plus en plus nette aux intérêts américains est légitimement critiquée, bien peu de voix s'élèvent pour constater et contester l'enfermement géographique que constitue l'espace européen

ainsi pensé, en particulier pour la France. Il est grand temps de voir à quel point l'Union européenne nous sépare de la Méditerranée et, plus largement, de l'Afrique.

Le tropisme du fameux couple franco-allemand a conduit les gouvernements français, en particulier sous la présidence de **François Hollande**, **a ignorer les appels au secours de la Grèce soumise aux intérêts économiques allemands**. **La France a oublié trop longtemps les conséquences de l'avancée de l'Otan en direction de la Russie et de l'éloignement de la Turquie de l'espace européen**. Partagée entre quelques reliquats des réflexes colonialistes et des discours béats de repentance, elle est incapable de penser sa relation à l'Afrique autrement qu'en termes étroitement sécuritaires, avec pour sanction finale ultime d'en être chassée piteusement. **Y a-t-il encore une politique étrangère de la France ?** La question est posée ; en tous cas elle n'a plus qu'une politique méditerranéenne de façade, enfermée qu'elle est dans **une Union essentiellement préoccupée par sa frontière Est et par la vision stratégique des Américains**.

L'Europe se trouve à un tournant. Les illusions qui ont accompagné l'unité de façade face à la Russie en 2022 et les incantations sur le « *moment géopolitique* » que vivrait l'Union, ont vite été dissipées par les tensions économiques liées à l'inflation et la multiplication des crises internationales. La volonté d'un « *sursaut fédéraliste* », passage en force souhaité par une poignée de dirigeants européens, ne peut qu'accentuer ces dérives. Retrouver la volonté des nations et des peuples n'est pas un obstacle au renforcement de l'Europe ni le risque d'offrir un boulevard à l'extrême-droite, mais au contraire, en brandissant l'étendard de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, une nécessité pour lui redonner souffle devant **un monde qui bouleverse les équilibres qui prédominaient jusque-là**.

**André BELLON**

(Ancien Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale)

[pouruneconstituante.fr](http://pouruneconstituante.fr)

---

Transmission personnelle le 15/01/2024 d'un article par Alain SGAULT  
Site : ateliersdartistes.com

# MACRON, DISRUPTEUR EN CHEF RADICALISÉ

**Par Dominique G Boullier**

Notices sur Wikipédia : [fr.wikipedia.org/wiki/Dominique\\_Boullier](https://fr.wikipedia.org/wiki/Dominique_Boullier)  
et sur Sciences Po : par [<https://www.sciencespo.fr/centre-etudes-europeennes/fr/chercheur/dominique-boullier.html>]

**Source** : [blogs.mediapart.fr/dominique-g-boullier/blog/130124/macron-disrupteur-en-chef-radicalise](https://blogs.mediapart.fr/dominique-g-boullier/blog/130124/macron-disrupteur-en-chef-radicalise)

13 janvier 2024

**Les éléments de langage qui ont filtré de l'intervention de Macron pendant le premier conseil des ministres après le remaniement sont très révélateurs d'un maintien voire même d'une radicalisation de la disruption que porte Emmanuel Macron. Aucun contenu programmatique mais un concentré de management de commando contre la société.**

N'oublions pas que c'est ce président qui avait choisi « *Révolution* » comme titre de son livre programme en 2017. À l'époque, d'aucuns trouvaient qu'il préemptait quelque peu rapidement un discours typique de la gauche et que c'était abusif car finalement, il semblait plus probable qu'il deviendrait lui aussi un réformiste social-démocrate à la Hollande, c'est-à-dire adepte de cette politique de soumission aux puissants, aux riches, aux grands groupes, au libéralisme, mâtinée pendant les campagnes électorales de trémolos sur la solidarité avec les plus faibles, vite oubliée **au profit d'un modèle gestionnaire et autoritaire contre toutes les revendications pour plus de justice sociale.**

Ils ont vite déchanté car Macron n'a jamais été un social-démocrate mais bien un révolutionnaire d'un style qu'on ne connaissait pas encore, une version disruptive libertarienne. C'est bien le « retour à ces sources »-là, « l'esprit de 2017 », pas moins, qui est attendu voire exigé de la part des ministres.

Et tous les mots-clé de ce nouveau conseil des ministres sont bien issus de la même matrice idéologique de la côte Ouest américaine : révolution et non gestion, vitesse, efficacité, résultats encore des

résultats. Bref, on croirait entendre du **Kalanick** dans le texte, le patron sadique de Uber, qu'E. Macron a longuement écouté et largement soutenu lorsqu'il était ministre.

Tout cela pour créer un esprit de commando qui va bien avec la répétition du lexique de la guerre et du réarmement, à tout propos, même à propos de civisme, c'est dire l'inversion totale de la vision de l'Etat, qui n'a plus rien de providence, surtout pas, mais bien de père fouettard de l'ordre républicain au plus près de chaque citoyen bien surveillé. Et cela se retrouve dans son deuxième registre, celui de la « discipline », « sans états d'âme », celui des « états de service » (terme encore militaire).

Ce discours est un condensé parfait du **libéralisme autoritaire** qui **domine désormais dans le monde**, avec plus ou moins d'autorité selon que les pays sauvegardent les formes du droit et de la démocratie. Mieux, c'est un **libertarianisme sadique** (*voir mes billets précédents sur ce sujet sur ce blog*). Car l'idée de révolution à la mode libertarienne s'entend exactement comme Travis Kalanick le faisait, c'est-à-dire **la disruption à tout prix, la destruction de tout cadre légal, de tout concurrent, de tout ce qui ressemble à une réglementation et de tous les représentants de l'Etat.**

Cette révolution disruptive est une nouvelle déclaration de guerre (oui, à nouveau !) contre tous ceux qui voudraient encore préserver les principes de la république et de l'action publique, qui sont tous méprisés en tant que « gestionnaires », c'est-à-dire défenseurs d'avantages acquis et de rentes qui doivent être précisément la cible de toute l'action des ministres. Et pour cela, **le grand disrupteur en chef** commence par harceler ses propres ministres en les menaçant quasiment, s'ils ne sont pas « efficaces », s'ils n'ont pas de « « résultats » et s'ils ont des « états d'âme ».

Autrement dit, s'ils se préoccupent de penser trop, d'expliquer et de comprendre avant d'agir, alors qu'il faut agir, agir, agir, dogme du passage à l'acte bien connu en psychanalyse, qui court-circuite le désir, la construction lente, souvent différée et paradoxale d'un objet du désir, au profit de la satisfaction immédiate de la pulsion.

Or, dans l'action gouvernementale, si l'on sait quelque chose, c'est que de véritables « solutions » aux problèmes demandent du temps, des consultations, des partenariats, un contrôle juridique et des compromis pour avoir une chance d'instituer un nouvel état du monde durable, dont les principes seront partagés.

Rien de cela ici puisqu'il s'agit de gagner des **points de réputation**, car ça ce sont des « résultats » : pas d'institution d'un nouvel accord de vie commune mais des scores de réputation ! Car c'est comme cela qu'il faut comprendre la sélection des ministres récente : après **Dupont-Moretti, Rachida Dati**, aux côtés de **Gabriel Attal**, tous ceux qui passent sur les plateaux télé et sur les réseaux sociaux, parce que c'est là où se joue « la guerre » pour la réputation de la France et de son gouvernement, avec des coups politiques de prises « de guerre », comme ces ministres LR.

Des passages à l'acte, qui sont autant de coups de communication, qu'on oublie aussi vite qu'on les a lancés, laissant les gens du terrain amers et désillusionnés lorsque ce sont de bonnes idées, et amers et furieux lorsque cela permet de faire passer des réformes sans aucune compréhension du problème. Macron agit en fait comme toute agence de communication dans la finance, hypersensible à la réputation, sans intérêt pour les effets durables des investissements (la réforme des retraites???) puisqu'il s'agit seulement de spéculation, ici, politique, où l'on gagne très peu mais souvent, à haute fréquence, en saturant les évaluations possibles par un bombardement de signaux qui se propagent bien plus vite que l'élaboration lente d'un compromis entre partenaires sociaux ou d'une réforme structurelle qui anticipe tous les effets secondaires.

À ces processus démocratiques contradictoires, Macron préfère le **49.3**, l'instrument illibéral par excellence, qui matraque toute opposition à l'assemblée avec un plaisir sadique non feint face à ces politiciens d'une autre génération (même si les opposants sont aussi jeunes que les godillots de *Renaissance*). Ce n'est plus un gouvernement, c'est un **commando uberisé** dont rêve Macron et pour cela il dispose à la fois du soutien continu des puissances financières (à condition qu'on les préserve de toute influence écologiste, et les signaux abondent dans ce sens) et de sa police et de son armée, qui seront toutes choyées, sans aucun doute.

Le problème avec le clone de Kalanick au pouvoir, c'est qu'il peut finir par saboter les bases même d'un commerce supposé adoucir les mœurs.

C'est seulement lorsque Kalanick se permet de tromper Apple (propriétaire de l'iOS qui prélève sa rente) que son PDG, Tim Cook, dût le convoquer et s'arranger pour le débrancher. À nous de faire en sorte que les souteneurs de Macron finissent par se lasser de

cette guerre imposée à tous, et de l'instabilité qu'elle va générer inévitablement, comme pendant tout le règne du disrupteur en chef jusqu'ici.

Ce n'est pas parce que le pays a été divisé et violenté qu'il faut s'arrêter, il faut au contraire passer encore un cran au-dessus, voilà la radicalisation du loup solitaire en marche...

**Dominique G BOULLIER**

(Professeur des universités en sociologie  
à Sciences Po Paris)

[blogs.mediapart.fr/dominique-g-boullier](https://blogs.mediapart.fr/dominique-g-boullier)

--

---

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey  
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>  
sous-domaine  
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>